

Les autres conférences se tiendront à Vancouver, en Alberta et dans la région de l'Atlantique. Je crois personnellement que des conférences comme celle-ci ont une valeur inestimable.

Le "Défi européen" est donc notre première initiative.

La deuxième, une "stratégie de politique commerciale pour l'Europe", permettra de nous faire entendre au niveau décisionnel des CE et dans les principales capitales européennes. Nous sommes résolus à protéger les intérêts canadiens dans la communauté économique alors que l'Europe se prépare pour 1992 et au-delà. Notre projet est de mettre en place des consultations parlementaires régulières sous forme de visites, et de favoriser des relations et une coopération plus étroites entre les secteurs privés du Canada et de l'Europe par l'entremise des CCCE/GCSCE que nous avons à notre disposition.

Au cours de l'année écoulée, je me suis efforcé d'accroître nos liens au niveau politique. Depuis janvier, je me suis rendu dans cinq différents pays d'Europe: le Royaume-Uni, la France, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne. J'ai coprésidé la première séance du groupe de travail conjoint Canada-Italie à Rome, ainsi que la Commission Canada-France à Paris. J'ai l'intention de continuer à faire valoir le point de vue de mon pays.

Mais le cadre principal dans lequel doit s'établir notre dialogue avec les CE reste le GATT. Le GATT demeure le moyen le plus efficace dont nous disposons pour imposer certaines contraintes aux grandes puissances telles que la Communauté et le Japon. Pour des nations commerçantes qui sont des puissances moyennes, comme c'est le cas du Canada, le système du GATT, s'il fonctionne, est essentiel. Il jouera un rôle de plus en plus important au regard des politiques extérieures de la Communauté qui seront touchées par la réforme du Marché intérieur.

La concurrence ne se mesure plus uniquement en fonction du commerce et des exportations. Pour pénétrer les marchés étrangers, bénéficier des innovations et avoir accès à la technologie, les entreprises ont de plus en plus besoin d'une présence visible et constante, acquise au moyen des investissements directs - c'est cette présence à l'étranger que les compagnies comme Bombardier se sont déjà assurées. Dans une économie mondiale comme nous la connaissons aujourd'hui, se sont des alliances dont on a besoin: coentreprises et associations stratégiques. C'est précisément de cela que traite notre troisième initiative, la "stratégie de développement du commerce et de l'investissement en Europe". Elle s'intéresse particulièrement aux secteurs qui offrent un potentiel aux entreprises canadiennes, et elle contient les programmes nécessaires pour nous assurer une présence en Europe.